



INFO LUTTES

N°11

Montreuil, le 14 décembre 2019

HAUTE TENSION POUR LE GOUVERNEMENT

Dernière minute : Le journal Le Monde révèle ce matin que Jean-Paul Delevoye a également omis de déclarer deux autres mandats : président de l'observatoire Régional de la commande publique des Hauts de France et membre du Conseil d'Orientation de l'Institut de Recherche et de débat sur la Gouvernance (IGR).

Nous comptabilisons, pour le moment, 5 irrégularités.

La crédibilité et l'intégrité du rapport Delevoye sont, une nouvelle fois, entachées par les intérêts financiers.

► RAPPORT DE FORCES

- 100 % des Assemblées Générales de cheminots ont reconduit le mouvement jusqu'à lundi ;
- 1 cheminot sur 3 est en grève aujourd'hui (chiffre de la direction)

► JEAN-PAUL DELEVOYE, LE RICHARD VIRENQUE DU GOUVERNEMENT

En plein conflit sur les retraites, le journal Capital révèle un nouveau manquement du Haut-Commissaire en charge de la réforme des retraites.

Effectivement, Jean-Paul Delevoye a encore oublié son poste à la Fondation SNCF dans sa déclaration d'intérêts et d'activités à la haute autorité pour la transparence de la vie publique le 15 novembre dernier.

Pour rappel, il avait la même fonction à l'institut de la formation des assureurs IFPASS.

Aurait-il été nommé « *à l'insu de son plein gré* » ?

La Fédération CGT des cheminots n'y croit pas une seule seconde !

Cette situation nous interroge sur l'impartialité du personnage et sur de probables soupçons de conflit d'intérêts, d'autant plus que la Fondation SNCF pilote les opérations du groupe ferroviaire et, par définition, elle est particulièrement concernée par la future réforme des retraites.

De plus, une source interne de la Fondation SNCF prétend que « *Jean-Paul Delevoye n'a jamais eu aucun contact avec la Direction SNCF* ». Cette communication a pour objectif de dédouaner le rédacteur du projet de réforme des retraites.

Quand on sait que, depuis 2016, les administrateurs SNCF sont notamment Patrick Jeantet, Stéphane Volant, Benjamin Raigneau ou encore Franck Lacroix, cet argument de défense est difficilement entendable par les cheminots impliqués dans la bataille pour les retraites.

La CGT est donc légitime à demander le retrait pur et simple du projet de réforme des retraites.



► GOUVERNEMENT ET DIRECTION SNCF EN PLEIN DOUTE !

S'il ne remet pas en cause son projet de réforme des retraites, le pouvoir exécutif tente de répondre aux 70 % de Français qui soutiennent les mobilisations en y mettant des formes ; un discours qui se veut rassurant afin d'user les grévistes et l'opinion publique.

Le Gouvernement est prêt à bloquer le pays durablement, à faire vivre aux populations, grévistes ou non, des périodes difficiles. Pourtant, sa politique du pire et de l'irresponsabilité vis-à-vis de la République a la vertu de rallier les syndicats réformistes. Il ne lui reste que le Medef, et plus exactement le haut du panier du patronat, comme partenaire social pour approuver sa réforme.

A la SNCF, la directrice générale de Voyages SNCF promet que « *plus de la moitié des voyageurs partiront pendant les fêtes de Noël* » malgré un niveau de trafic de 11 % à 30 % depuis le 5 décembre 2019, quand le Président Farandou demande aux cheminots en grève de faire une pause.

Pour résoudre instamment l'équation entre les circulations des trains et le nombre de grévistes, Gouvernement et direction SNCF doivent répondre aux revendications des cheminots :

Pour le Gouvernement : renoncer à son projet de réforme universelle à points et garantir le maintien du régime spécial des cheminots actuels et futurs embauchés ;

Pour la direction SNCF : ouvrir immédiatement de véritables négociations sur les sujets d'entreprise ; emploi, métiers, conditions de travail, organisation de la production, salaires, service public, représentation des cheminots.

Pour ne pas seulement être entendus, mais écoutés par les décideurs, la meilleure riposte est d'élever le niveau de la grève et la participation aux manifestations le 17 décembre 2019.

► UN VENDREDI NOIR POUR LE GOUVERNEMENT ET LA DIRECTION DE LA SNCF !

D'ores et déjà, les cheminots de tous services s'organisent pour s'inscrire dans un mouvement durable de haut niveau. Hier, vendredi, ce sont plus 100 % des Assemblées Générales, rassemblant plusieurs milliers de cheminots, qui ont reconduit le mouvement jusqu'à lundi 16 décembre et qui se préparent, plus déterminés que jamais, à participer massivement à l'appel unitaire et interprofessionnel du 17 décembre, conscients que « quelques jours de galère valent mieux que des années de misère ».

La mobilisation sous la forme reconductible reste toujours élevée au 10^{ème} jour de grève, particulièrement chez les ADC et ASCT. Cette mobilisation doit s'étendre à l'ensemble des cheminots si nous voulons gagner sur nos revendications.

Pour amplifier encore le rapport de forces engagé, nous devons :

- Poursuivre le dépôt massif des D2I et l'amplifier à l'approche de la période des congés qui se profile ;
- Participer aux Assemblées Générales de syndiqués et de cheminots ;
- Participer aux initiatives interprofessionnelles organisées par les Unions Locales et Départementales ;
- S'inscrire massivement aux manifestations organisées dans les territoires.

Des difficultés dans les modalités de dépôt des D2I sont remontées par les Secteurs. Si cela n'était pas rapidement rectifié, il s'agirait d'une entrave au droit de grève !

Une veille active des camarades est nécessaire pour éviter que les cheminotes ne puissent exercer leur droit de grève au travers du dépôt de leurs D2I.



Bayonne

